

N°1918

du 23
Décembre
2025



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

**CARTE DE FERTILITÉ DES
SOLS ÉTABLIE PAR L'ITRA**

La success story du Togo intéresse le Nigeria,
après le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire **P.6**

FUTURE CITÉ MINISTÉRIELLE DE LOMÉ **P.4**

Répondre aux multiples besoins des ministères,
des institutions publiques, des investisseurs,
ainsi que des visiteurs locaux et internationaux

PRÉVENTION DES CONFLITS **P.6**

WANEP-Togo plaide pour une participation
accrue des jeunes et des femmes

L'OUTIL ZAAP ET LA FÉMINISATION DE LA PAUVRETÉ

La Cour des comptes fait l'autopsie de la période 2019-2023 **P. 3**

EN PLUS...

AGRICULTURE

4^e ÉDITION DE LA FOIRE OUEST AFRICAINE DES SEMENCES PAYSANNES

L'appel à proscrire l'usage des intrants chimiques de synthèse, en raison de leurs
impacts reprotoxiques et génotoxiques

FINANCES

DÉPÔTS ET CRÉDITS DANS LA MICROFINANCE

Situation dans les 8 pays de l'UMOA à fin juin

PHARMACIE

AGENCE AFRICAINE DES MÉDICAMENTS

Un tournant décisif pour une recherche biomédicale adaptée aux réalités
africaines

FOOTBALL

COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS 2025

Ouverture de la compétition entre héritage culturel et ferveur africaine

SANTÉ

LA SIDÉROSE OU LA SURCHARGE EN FER

Une pathologie complexe due à l'exposition professionnelle
ou aux transfusions sanguines ou à l'apport alimentaire

Les zones d'aménagement agricole planifiées (ZAAP) sont une création de l'ordonnance n°78-18 du 17 mai 1978 et une idée de la réforme agro-foncière de 1974. Il a fallu attendre 2010 pour constater les premières ZAAP. Mais c'est la création officielle de quatre-vingt (80) ZAAP en 2023 qui a fait connaître l'initiative par le grand public. Avec cette idée noble de favoriser l'accès des producteurs agricoles à l'irrigation, à la mécanisation, aux services de vulgarisation, aux semences résistantes au changement climatique, aux engrais, aux stockages, aux financements et aux réseaux de commercialisation. Au-delà de cet idéal, l'outil ZAAP veut favoriser et attirer les femmes et les jeunes vers le travail agricole...

...Il est indéniable que la politique des ZAAP est appréciée par l'ensemble des acteurs et la population, mais... Et c'est le rapport d'audit de la gestion des ZAAP en lien avec la lutte contre cette féminisation de la pauvreté qui en parle. Etabli en septembre 2025, il émane de la Cour des comptes qui vient de le publier...

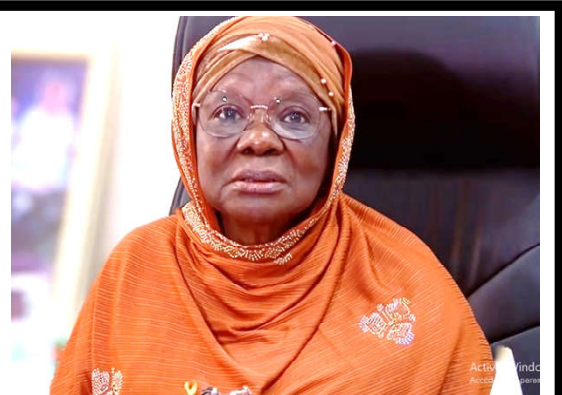


Des femmes productrices dans les champs

HCRRUN ET SES DIX ANS D' ACTIONS LOUABLES

**Plus de 30.000 victimes indemnisées,
des réparations communautaires et
mémorielles significatives**

P.4



Mme Awa NANA, Présidente du HCRRUN

SANTÉ

LA SIDÉROSE OU LA SURCHARGE EN FER

Une pathologie complexe due à l'exposition professionnelle ou aux transfusions sanguines ou à l'apport alimentaire

La sidérose, souvent appelée surcharge en fer, est une maladie caractérisée par l'accumulation de fer dans les tissus de l'organisme. Cette maladie peut entraîner divers problèmes de santé et nécessite une gestion et un traitement minutieux. Qu'elles les causes, les types, les symptômes, le diagnostic et les options de traitement de cette maladie complexe.

Maurille AFERi

Qu'est-ce que la sidérose ?

La sidérose désigne l'accumulation pathologique de fer dans les tissus de l'organisme. Cette pathologie tire son nom du grec «sideros» qui signifie fer. Mais attention, il ne faut pas confondre cette maladie avec une simple surcharge en fer alimentaire.

En fait, on distingue principalement deux formes de sidérose. D'une part, la sidérose pulmonaire qui affecte les poumons suite à l'inhalation prolongée de particules de fer. D'autre part, la sidérose superficielle du système nerveux central, une pathologie neurologique rare mais grave.

Concrètement, cette accumulation de fer provoque une inflammation chronique des tissus concernés. Les particules de fer se déposent progressivement, créant des lésions qui peuvent devenir irréversibles si elles ne sont pas prises en charge à temps. L'important à retenir : chaque forme de sidérose a ses propres mécanismes et ses propres conséquences sur votre santé.

Contrairement à l'hémochromatose, qui est une maladie génétique, la sidérose peut avoir diverses causes, souvent liées à des facteurs externes ou à des problèmes de santé sous-jacents.

Causes de la sidérose

Exposition professionnelle

L'une des principales causes de la sidérose est l'exposition prolongée à la poussière de fer ou d'oxyde de fer, fréquente dans certaines professions. Les travailleurs des secteurs tels que le soudage, l'exploitation minière et la métallurgie sont plus à risque en raison de l'inhalation de particules de fer au fil du temps. Cette forme de sidérose est souvent appelée « poumon du soudeur ».

Transfusions sanguines

Les transfusions sanguines fréquentes peuvent également entraîner une surcharge en fer. Chaque unité de sang transfusée contient une quantité importante de fer et le corps ne dispose d'aucun mécanisme naturel pour éliminer l'excès de fer. Cela est particulièrement vrai pour les patients souffrant d'anémies chroniques, telles que la thalassémie ou la drépanocytose.

Apport alimentaire et compléments alimentaires

Un apport excessif en fer par l'alimentation ou des compléments alimentaires peut contribuer à la sidérose. Bien que ce phénomène soit rare chez les personnes ayant un métabolisme du fer normal, celles qui présentent des pathologies sous-jacentes affectant l'absorption ou le stockage du fer peuvent y être plus sensibles.

Types de sidérose

Sidérose pulmonaire

La sidérose pulmonaire, ou « poumon du soudeur », se produit lorsque des particules de fer sont inhalées et s'accumulent dans les poumons. Ce type de sidérose est principalement observé chez les personnes exposées professionnellement à la poussière de fer.

Sidérose hépatique

La sidérose hépatique se caractérise par une accumulation de fer dans le foie. Elle peut être due à des maladies chroniques nécessitant des transfusions sanguines fréquentes ou à des prédispositions génétiques affectant le métabolisme du fer.

Sidérose cardiaque

La sidérose cardiaque est une accumulation de fer dans le tissu cardiaque, qui peut entraîner des complications graves telles qu'une insuffisance cardiaque. Ce type de sidérose est souvent observé chez les patients atteints de thalassémie qui subissent des transfusions régulières.

Symptômes de la sidérose

Les symptômes de la sidérose varient en fonction du type et de la gravité de la surcharge en fer. Les symptômes courants sont les suivants :

Fatigue et faiblesse : Un excès de fer peut altérer le fonctionnement de divers organes, entraînant une fatigue générale et une faiblesse.

Douleur articulaire : Les dépôts de fer dans les articulations peuvent provoquer des douleurs et des inflammations.

Douleur abdominale : La sidérose hépatique peut entraîner une hypertrophie du foie et des douleurs abdominales.

Essoufflement : La sidérose pulmonaire peut provoquer des symptômes respiratoires, notamment un essoufflement et une toux chronique.

Problèmes cardiaques : Dans les cas avancés, la sidérose cardiaque peut entraîner des arythmies et une insuffisance cardiaque.

Comment reconnaître les



symptômes ?

Les symptômes de la sidérose dépendent étroitement de la forme et de la localisation de la maladie. Dans la sidérose pulmonaire, les premiers signes sont souvent discrets et progressifs. Vous pourriez ressentir un essoufflement à l'effort, une toux sèche persistante ou une fatigue inhabituelle.

Au fil du temps, ces symptômes s'aggravent. La dyspnée devient plus marquée, même au repos dans les formes avancées. Certains patients décrivent une sensation d'oppression thoracique ou des douleurs lors de la respiration profonde. Il est normal de s'inquiéter face à ces manifestations.

La sidérose superficielle du système nerveux central présente un tableau clinique différent. Les symptômes neurologiques dominent : troubles de l'équilibre, difficultés de coordination et surtout une surdité progressive. Cette perte auditive est souvent le premier signe d'alerte.

D'autres manifestations neurologiques peuvent apparaître : troubles de la marche, vertiges, maux de tête chroniques. Certains patients rapportent des troubles cognitifs légers ou des changements de personnalité [6,8]. Heureusement, ces symptômes évoluent généralement lentement, laissant le temps d'établir un diagnostic. Concrètement, il faut savoir que les symptômes peuvent être confondus avec d'autres pathologies. C'est pourquoi un diagnostic précoce nécessite une attention particulière aux antécédents d'exposition et aux signes d'appel spécifiques.

Diagnostic de la sidérose

Des analyses de sang

Les analyses sanguines sont essentielles pour diagnostiquer la sidérose. Les principaux marqueurs sont la ferritine sérique, la saturation de la transferrine et les tests de la fonction hépatique. Des niveaux élevés de ces marqueurs indiquent une surcharge en fer et justifient des investigations plus poussées.

Etudes d'imagerie

Les études d'imagerie telles que l'IRM et Tomodensitométrie L'IRM permet de

visualiser les dépôts de fer dans divers organes. L'IRM, en particulier, est utile pour évaluer les taux de fer dans le foie et le cœur.

Biopsie

Dans certains cas, une biopsie du tissu affecté peut être nécessaire pour confirmer le diagnostic et évaluer l'étendue de l'accumulation de fer. Il s'agit de prélever un petit échantillon de tissu pour l'examiner au microscope.

Options de traitement pour la sidérose Phlébotomie

La phlébotomie, ou prélèvement sanguin thérapeutique, est un traitement standard de la sidérose. En retirant régulièrement du sang, le corps est obligé d'utiliser l'excès de fer pour produire de nouveaux globules rouges, réduisant ainsi les taux de fer. Cette approche est efficace pour les patients atteints d'hémochromatose héréditaire.

Thérapie de chélation

Le traitement par chélation consiste à utiliser des médicaments qui se lient à l'excès de fer, ce qui permet son élimination par l'organisme. Ce traitement est souvent utilisé chez les patients qui ne peuvent pas subir de phlébotomie, comme ceux qui souffrent d'anémie. Les agents chélateurs courants comprennent la déféroxamine, la déféripnone et le déférasirox.

Modifications alimentaires

La réduction de l'apport en fer alimentaire peut aider à gérer la sidérose. Il est souvent conseillé aux patients d'éviter les aliments et les suppléments riches en fer. De plus, ils peuvent avoir besoin de limiter leur consommation de vitamine C, car elle améliore l'absorption du fer.

Les Traitements Disponibles Aujourd'hui

Le traitement de la sidérose repose avant tout sur l'arrêt de l'exposition au fer et la prise en charge symptomatique. Malheureusement, il n'existe pas de traitement spécifique pour éliminer les dépôts de fer déjà constitués. Mais rassurez-vous, une prise en charge adaptée peut considérablement améliorer votre qualité de vie.

Pour la sidérose pulmonaire, la priorité est d'éviter toute nouvelle exposition. Votre médecin du travail jouera un rôle essentiel dans cette démarche. Les traitements symptomatiques incluent les bronchodilatateurs pour améliorer la respiration et les corticostéroïdes dans certains cas d'inflammation importante.

La kinésithérapie respiratoire apporte un bénéfice réel. Elle aide à maintenir la capacité pulmonaire et à évacuer les sécrétions. Certains patients bénéficient également d'une oxygénothérapie à domicile dans les formes avancées.

Concernant la sidérose superficielle du système nerveux central, les options thérapeutiques restent limitées [6,7]. Le traitement vise principalement à prévenir de nouveaux saignements et à gérer les symptômes. Les appareils auditifs peuvent considérablement améliorer la qualité de

(suite à la page 7)

RENDEZ-VOUS

La Diva Angélique KIDJO attendue à Ouidah aux VodunDays2026 le 08 janvier

Angelique Kidjo, la diva béninoise sera bien présente aux Vodoundays 2025 à Ouidah, sa ville natale où elle n'a jamais fait de prestation en tant qu'artiste. L'annonce a été faite par la cellule de communication du festival.

" Enfin, elle sera là. Notre diva aux 5 Grammy Award Angélique Kidjo, fera vibrer la scène des #VodunDays2026. Pour la toute première fois, elle se produira chez elle à Ouidah, sa cité natale. La performance s'annonce déjà incroyable ! Rendez-vous le 08 janvier 2026 sur la plage de Djébadji ! " Tel est le message inscrit sur la page Facebook de l'organisation.

Les Vodoundays 2026 se déroulent du 08 au 10 janvier 2026 à Ouidah. Les Vodoundays, c'est la célébration du Vodoun au sens culturel et culturel des rites initiatiques au Bénin. A ces festivités, il est programmé des danses du Vodoun Hounvè aux sorties des Zangbétos et des Egungun, sans oublier la procession en l'honneur des divinités, jusqu'aux concerts en plein air, sur le bord de mer, rythmés par des artistes. Ainsi, Ouidah Cité-Musée offrira une expérience culturelle et culturelle unique. La présence de la grande Angelique Kidjo portera encore plus haut l'événement qui attire



des milliers de touristes et crée la cohésion entre les peuples béninois et sa diaspora.

Angelique Kidjo Inspirée par de grandes chanteuses telles que Miriam Makeba ou Aretha Franklin, fait connaître la richesse de la musique africaine aux quatre coins de la planète. Elle a remporté le prix RFI en 1991. Elle a été parmi les plus jeunes artistes africaines à avoir connu aussi vite une carrière internationale.

Quintuple lauréate d'un prix Grammy, Angélique Kidjo est aujourd'hui l'une des artistes les plus importantes sur la scène musicale internationale; une force créatrice comptant seize albums à son actif. Le Time Magazine l'a surnommée " la première diva africaine" et désignée comme l'une des personnes les plus influentes au monde en 2021. Elle a reçu le prix Crystal du Forum économique mondial de Davos, le prix Ambassadrice de la conscience d'Amnesty International, le Prix allemand de la durabilité, le prix Vileck de musique et le prix Polar Music. En tant qu'artiste, sa voix saisissante, sa présence scénique et sa maîtrise de plusieurs langues et cultures lui ont valu le respect de ses pairs ainsi qu'une notoriété propulsée au-delà des frontières nationales. Angélique Kidjo a métissé les traditions ouest-africaines de son enfance béninoise avec des éléments du R&B américain, du funk et du jazz, sans oublier les influences européennes et latino-américaines.

TRADITION

Le grand Tône a commémoré Tingban Paab

Suspendue pour causes de pandémie du virus à coronavirus ou COVID-19 en 2020 et la crise sécuritaire orchestrée par le djihadisme sahélien qui a secoué la région des Savanes, la fête traditionnelle Tingban Paab renaît de ses cendres. Les natifs du Grand Tône se sont retrouvés le samedi 13 décembre dernier pour l'apothéose de leur fête traditionnelle.

Placée sous le thème : « Renforcement des liens fraternels entre les fils et filles du Grand Tône », le grand événement a été organisé, pour l'édition de cette année, au Centre Régional d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle (CRETFP) de Dapaong. Le programme a été à la hauteur de l'événement. Danses traditionnelles, prestations artistiques et séquences humoristiques ont meublé la célébration dans une atmosphère euphorique empreinte de ferveur populaire, de créativité artistique et de messages d'unité et de paix.

Selon nos confrères de gangane.com, au moment fort de la cérémonie, les discours officiels ont permis de replacer l'événement dans son contexte récent. Représentant le Président du Conseil, Faura Essozimma Gnassingbé, le président du Sénat, Barry Moussa Barqué, a rappelé que la dernière édition de Tingban Paab remontait à 2019. La pandémie de COVID-19 en 2020 et 2021, puis la dégradation de la situation sécuritaire à partir de novembre 2021, avaient rendu impossible la tenue de cette grande fête identitaire. Il a souligné l'importance que le Président du Conseil accorde au retour des célébrations traditionnelles, considérées comme de véritables leviers de cohésion sociale, de résilience communautaire et de consolidation de la paix, en particulier dans les zones confrontées à des défis sécuritaires.

Le Ministre du Tourisme, de la Culture et des Arts, Isaac TCHIAKPE, est venu également témoigner de l'importance que le Gouvernement accorde à la promotion et à la valorisation du



patrimoine culturel national.

Quant au président du comité d'organisation, le chef canton de Korbongou, il s'est réjoui de la forte mobilisation populaire, qu'il a qualifiée de symbole de renaissance culturelle pour le Grand Tône. Il a également salué la présence de délégations traditionnelles venues du Ghana, du Burkina Faso conduites par leurs chefs, illustrant la profondeur des liens historiques et culturels entre les peuples de la sous-région.

La célébration a enregistré la participation de plusieurs autorités administratives et politi-



ques, notamment des ministres, préfets et maires. Une présence qui a renforcé la portée institutionnelle de l'événement et confirmé la reconnaissance par l'État du rôle central de la culture dans la cohésion nationale.

Au-delà de l'aspect festif, Tingban Paab 2025 apparaît comme un message d'espoir et de résilience. Celui d'un territoire qui, après des années de silence imposé par les crises, choisit de se rassembler autour de ses traditions pour affirmer son identité et se projeter avec confiance vers l'avenir.

NÉCROLOGIE

Le dessinateur et scénariste français de bande dessinée humoristique, Édouard Karali est mort à 84 ans

Édouard Karali, dit Édika, né le 17 décembre 1940 à Héliopolis (royaume d'Égypte) et mort le 16 décembre 2025 à Rochefort-du-Gard, est un dessinateur et scénariste français de bande dessinée humoristique. Il est connu pour ses contributions majeures au magazine Fluide Glacial. Son œuvre se distingue par un humour absurde et un sens du non-sens poussé à l'extrême, où les situations quotidiennes dérapent systématiquement vers le chaos. Il est particulièrement célèbre pour ses fins d'histoires volontairement bâclées ou inexistantes, une marque de fabrique qu'il justifie par un manque d'inspiration comique de ses personnages. Ses dessins sont reconnaissables entre mille grâce à son trait élastique, ses personnages aux gros nez et ses représentations graphiques hilarantes de la panique ou de l'excitation. Enfin, il a créé des personnages cultes comme Bronsky Proko et son chat Clark Gaybeul, devenant ainsi une figure incontournable de la BD d'humour pour adultes en France. Parmi ses personnages célèbres : Clark Gaybeul, Bronsky Proko...

L'histoire d'Édika commence sous le soleil d'Héliopolis, en Égypte, le 17 décembre 1940. Né dans une famille de la communauté grecque d'Égypte, Édouard Karali grandit dans un environnement marqué par la pluralité des langues et des cultures. Ce terreau cosmopolite jouera un rôle discret mais certain dans son sens de l'absurde et son rapport décomplexé au langage. Dès l'enfance, le dessin s'impose comme un moyen d'expression privilégié, une passion qu'il partage avec son frère cadet, Paul, qui deviendra plus tard le dessinateur Carali. À cette époque, l'Égypte est un carrefour culturel, mais les bouleversements politiques de la fin des années 1950 poussent la famille Karali, comme beaucoup d'autres, à envisager l'exil vers l'Europe.

Au début des années 1960, la famille s'installe en France. Édouard, jeune homme au trait déjà sûr, doit trouver sa place dans un pays en pleine mutation. Il s'oriente naturellement vers les

métiers de l'image, mais pas immédiatement vers la bande dessinée. C'est dans le secteur de la publicité qu'il fait ses premières armes. Pendant près de quinze ans, il travaille comme illustrateur et graphiste publicitaire.

Les années 1980 marquent l'âge d'or et l'ascension fulgurante d'Édika. C'est durant cette décennie qu'il installe ses personnages récurrents qui deviendront cultes. Il crée la famille Proko, un miroir déformant de la société française. Il y a Bronsky, le père, souvent représenté en auteur de BD anglois ou en père de famille dépassé ; Olga, la mère imposante au calme olympien ; et les enfants, Mariette et Paganini. Mais la véritable star de ses pages devient rapidement Clark Gaybeul, le chat de la famille. Ce félin en slip, doté d'une conscience humaine et d'une paresse légendaire, devient la mascotte officielle de Fluide Glacial.

Dans les années 1990 et 2000, alors que le paysage de la bande dessinée se transforme avec l'émergence du roman graphique et de nouvelles vagues d'auteurs, Édika reste fidèle à son poste. Il ne change pas sa recette, car elle est universelle. Ses thèmes de prédilection restent les mêmes : la frustration sexuelle, l'angoisse de la page blanche, les rapports de force absurdes entre les individus et l'omniprésence de la bêtise humaine. Malgré le passage des ans, son trait ne faiblit pas ; il se fait peut-être plus dense encore. Il continue de publier un album presque chaque année, devenant l'un des auteurs les plus prolifiques de l'écurie Fluide Glacial. Sa longévité impressionne. Il traverse les crises de la presse sans jamais perdre son public, qui se renouvelle au fil des générations. Les adolescents des années 80, devenus parents, partagent désormais ses albums avec leurs enfants.

La décennie 2010 est marquée par une forme de reconnaissance institutionnelle, bien que l'homme soit toujours resté discret, fuyant les plateaux de télévision et les mondantités. Il conti-



nue de travailler dans son atelier, loin du tumulte parisien, installé dans le sud de la France. Sa complicité avec les autres membres de Fluide Glacial reste intacte, même si les disparitions successives de ses compagnons de route, comme Gotlib en 2016, l'affectent profondément. Édika devient alors le dernier des géants de l'époque héroïque du magazine. Son style évolue peu, mais son sens du dialogue se cisèle. Il s'amuse à parodier les nouvelles technologies et les évolutions de la société moderne avec le regard d'un observateur qui n'a jamais perdu son âme d'enfant terrible.

Les dernières années de sa vie, entre 2020 et 2025, voient l'auteur se faire plus rare dans les pages mensuelles de Fluide, tout en restant une présence tutélaire essentielle. Sa santé décline doucement, mais il conserve son esprit vif et son humour corrosif. Il assiste avec tristesse au décès de son frère Carali en 2021, un coup dur qui marque la fin d'une dynastie créative. Pourtant, il continue de dessiner, le trait peut-être moins nerveux mais toujours aussi juste. Jusqu'au bout, il reste cet artisan de l'absurde, cet homme qui a préféré rire du vide plutôt que de le craindre. Ses dernières planches témoignent d'une tendresse accrue pour ses personnages, ces Proko qui l'ont accompagné pendant près de cinquante ans.

Édika est mort le mardi 16 décembre 2025, à l'âge de 84 ans, à Rochefort-du-Gard (France). Édika tire sa révérence à seulement quelques heures de fêter son 85e anniversaire.

L'OUTIL ZAAP ET LA FÉMINISATION DE LA PAUVRETÉ

La Cour des comptes fait l'autopsie de la période 2019-2023

Les zones d'aménagement agricole planifiées (ZAAP) sont une création de l'ordonnance n°78-18 du 17 mai 1978 et une idée de la réforme agro-foncière de 1974. Il a fallu attendre 2010 pour constater les premières ZAAP. Mais c'est la création officielle de quatre-vingt (80) ZAAP en 2023 qui a fait connaître l'initiative par le grand public. Avec cette idée noble de favoriser l'accès des producteurs agricoles à l'irrigation, à la mécanisation, aux services de vulgarisation, aux semences résistantes au changement climatique, aux engrais, aux stockages, aux financements et aux réseaux de commercialisation. Au-delà de cet idéal, l'outil ZAAP veut favoriser et attirer les femmes et les jeunes vers le travail agricole...

...Il est indéniable que la politique des ZAAP est appréciée par l'ensemble des acteurs et la population, mais... Et c'est le rapport d'audit de la gestion des ZAAP en lien avec la lutte contre cette féminisation de la pauvreté qui en parle. Etabli en septembre 2025, il émane de la Cour des comptes qui vient de le publier...

Late Pater

Les zones d'aménagement agricole planifiées (ZAAP) sont une création de l'ordonnance n°78-18 du 17 mai 1978 et une idée de la réforme agro-foncière de 1974. Il a fallu attendre 2010 pour constater les premières ZAAP. Mais c'est la création officielle de quatre-vingt (80) ZAAP en 2023 qui a fait connaître l'initiative par le grand public. Avec cette idée noble de favoriser l'accès des producteurs agricoles à l'irrigation, à la mécanisation, aux services de vulgarisation, aux semences résistantes au changement climatique, aux engrais, aux stockages, aux financements et aux réseaux de commercialisation. Au-delà de cet idéal, l'outil ZAAP veut favoriser et attirer les femmes et les jeunes vers le travail agricole. Aussi est-il prévu que les femmes agricultrices en milieu rural doivent avoir droit à 40% de la superficie des ZAAP exploitées et 40% de l'effectif total des exploitants des ZAAP car, à la base, il y a ce constat de la féminisation de la pauvreté – expression pour désigner le fossé qui se creuse davantage entre les femmes et les hommes pris dans le cycle de la pauvreté, et qui a fait multiplier les idées : fonds national de la finance inclusive, réservation d'au moins 20% des marchés publics aux femmes et aux jeunes, affectation d'au moins 30% des zones aménagées pour l'agriculture, filets sociaux, etc. Sur l'objectif des 400 ZAAP à installer, on en est actuellement autour de 231 et 25 nouvelles zones sont prévues en 2026, selon le ministère de l'agriculture.

Il est indéniable que la politique des ZAAP est appréciée par l'ensemble des acteurs et la population, mais... Et c'est le rapport d'audit de la gestion des ZAAP en lien avec la lutte contre cette féminisation de la pauvreté qui en parle. Etabli en septembre 2025, il émane de la Cour des comptes qui vient de le publier. La démarche a débuté en mars 2023 avec les lettres de Jean Koffi Edoh, premier président de la Cour des comptes, aux ministres en charge de l'agriculture, de la santé, de l'action sociale, de l'inclusion financière, des enseignements primaire, secondaire et technique, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes. Puis, au



Des femmes productrices dans les champs

Cour pour collecter les données : les actions de mise en place des ZAAP en faveur des femmes sont-elles pertinentes ? les actions d'inclusion économique des femmes à travers les ZAAP ont-elles fait l'objet d'une réglementation ? les conditions préalables à la réussite de l'exploitation des ZAAP et la pérennisation des sources de revenus des producteurs sont-elles définies ? les objectifs chiffrés en termes de superficie à attribuer aux femmes et de leur effectif sont-ils clairement définis ? existe-t-il des mesures d'incitation ou d'accompagnement particulières aux femmes exploitantes des ZAAP ? les dispositifs de gestion et de contrôle interne prévus pour les ZAAP sont-ils adéquats et fonctionnent-ils correctement ? Ce qui lui a permis de circonscrire son examen en diverses approches.

Primo, c'est un arrêté ministériel du 15 juin 2023 qui a créé quatre-vingt ZAAP et défini les objectifs : lutter contre le chômage des jeunes et favoriser l'autonomie des femmes. Les ZAAP sont consacrées par l'ordonnance de 1978 qui a exigé un décret pour les créer. *«Mais les premières ZAAP ont vu le jour en 2010 sans qu'aucun décret n'ait été pris. Au lieu d'un décret, il a été pris le 15 juin 2023 l'arrêté portant création de 80 zones d'aménagement agricole planifiées pour la période de mars 2022 à février 2023. Il dispose que 40% des exploitations sur les ZAAP sont réservés aux femmes et aux jeunes. Cet arrêté régit les 80 ZAAP créées et il est limité dans le temps et dans l'espace. De surcroît, il s'inscrit dans le contexte précis d'un appui budgétaire de la Banque mondiale. La mise en place effective des ZAAP et, plus particulièrement, la*

des crédits, contractualisation, tenue des documents administratifs et financiers (ZAAP Pya et Sarakawa), élevage, maraîchage et autonomisation des femmes (ZAAP Pya). *«Mais la mise en œuvre pratique de certaines de ces formations par les exploitants est encore difficile, vu la complexité des domaines couverts et le niveau d'instruction des bénéficiaires»,* dit la Cour. Qui encourage les services de l'Etat et les partenaires concernés à multiplier les séances de formation dans les domaines pertinents pour la bonne marche des ZAAP, à poursuivre et à mieux coordonner la réalisation des formations programmées, vu la multiplicité des acteurs impliqués. Le ministère, lui, brandit le rapport d'évaluation des campagnes agricoles agropole de Kara qui parle des comités femmes qui ont la latitude de remonter les besoins spécifiques des femmes s'il y en a.

Quarto, il est prévu que les femmes rurales agricultrices bénéficient effectivement de tous les atouts de l'outil ZAAP. D'où la mesure des 40%. La Cour constate que des actions de sensibilisation et d'information ont été menées au démarrage de toutes les ZAAP pour faire adhérer les populations, mais elles étaient limitées et n'informaient pas spécifiquement les femmes productrices. Alors, elles ne sont pas suffisamment informées des atouts qu'offre l'outil ZAAP et il n'existe pas de mesures incitatives particulières en leur faveur. Le ministère dit que, sur les ZAAP de l'agropole de Kara, tout le monde bénéficie des appuis sans exception.

Quinto, l'attribution des 40% n'est pas respectée. Dans la Kara, 17% de la superficie totale des ZAAP et 22% en effectif des exploitants (par préfecture, de 6% à 27% et de 12% à 27%). Dans la Centrale, 23,25% en superficie et 24,01% en effectif. Dans les Plateaux-Est, 42% en effectif et 27% en superficie. Dans les Plateaux-Ouest, 40% en effectif et 12% en superficie. Toujours avec des disparités par préfecture. En cumul des quatre régions, on en arrive à 19,71% en superficie et 26,46% en effectif. Au vu de l'échantillon, des «niveaux très bas», selon la Cour. *«Cette situation s'explique par la méconnaissance de la mesure de 40% par les différents acteurs surtout les responsables des organes de gestion des ZAAP en l'occurrence les présidents des comités de gestion ; l'absence de caractère contraignant de ladite mesure due au fait qu'elle n'est pas consacrée par un texte juridique approprié ; l'incapacité financière des femmes qui non seulement constituent un obstacle pour leur engagement dans l'exploitation des ZAAP mais également ne leur permet pas d'exploiter de grandes superficies ; les pesanteurs socioculturelles dans certaines communautés du pays où les coutumes locales réduisent le rôle de la femme mariée à une simple collaboratrice de son mari pour les travaux de semence et de récolte».* Le ministère répond : *«si sur l'échantillon, le pourcentage des 40% n'est pas atteint, il est atteint lorsqu'on veut faire une situation sur l'ensemble des ZAAP surtout avec la campagne agricole 2023 dont l'effectif des femmes est de 40,78%».*

Sexto, une des préoccupations dans la mise en œuvre de l'approche ZAAP est de respecter les rôles et responsabilités de chaque institution ou acteur, tout en veillant sur leurs synergies et complémentarités d'action permettant de gagner en efficacité et en

efficacité. Un plan opérationnel 2020-2023 a été conçu, avec un dispositif de contrôle interne et de gestion à cinq niveaux. Et deux types de suivi-évaluation prévus. *«L'analyse et les résultats des entretiens révèlent une lourdeur dans la gestion des ZAAP. De même, le processus et les conditions d'immatriculation des coopératives des ZAAP, les exigences de fonctionnement des organes de gestion sur les sites présentent une certaine complexité pour les producteurs»,* dit la Cour.

Septimo, la sécurisation foncière des zones à aménager conditionne le succès et la pérennisation des ZAAP. Aussi le plan opérationnel a-t-il prévu la signature d'un accord de principe par chaque propriétaire terrien de mettre à disposition son terrain pour aménagement, la signature de contrat entre les propriétaires et les exploitants, et la signature de contrat tripartite entre les propriétaires terriens, les producteurs et l'Etat par acte notarié. La Cour a constaté que *«la plupart des sites aménagés ont été mis à la disposition de l'Etat par les propriétaires terriens sans aucun acte écrit sur la période d'audit (2019 à 2023) ; cette situation ne permet pas de garantir les investissements des exploitants et limite l'accès équitable aux ZAAP à tous les bénéficiaires potentiels».* Ce à quoi le ministère répond que *«la situation a été régulière à partir de 2024».* Oui, mais c'est-à-dire après la période de l'examen.

Octavo, sur la mécanisation de l'exploitation des ZAAP. Le gouvernement a fourni, entre autres, des tracteurs, des moissonneuses, des batteuses et des égreneuses. L'équipe d'audit dit avoir relevé, lors de ses visites des ZAAP, que certains équipements agricoles mis à disposition ne sont pas utilisés et sont exposés aux intempéries. Comme une niveleuse à Ogbatanawlou, deux rotavateurs, une



Vue partielle de l'agropole de Kara

décortiqueuse et une moissonneuse-vanneuse à Katoré, deux tracteurs à Adjambroukou, etc. Selon les producteurs et le ministère, ils ne sont pas utilisés parce que ces équipements identifiés dans les 10 localités des ZAAP constituent des dons de partenaires qui, parfois, ne tiennent pas compte des réalités du terrain. La Cour analyse que le manque de pièces de rechange de ces équipements et l'incapacité des bénéficiaires à supporter les coûts de réparation et d'entretien sont aussi les facteurs limitants pour une mécanisation efficace. Dans ses réponses, le ministère signale que, depuis 2020, une stratégie nationale de mécanisation agricole est en cours de finition avec déjà une phase d'opérationnalisation sur le terrain. Laquelle stratégie comporte la construction de deux centres régionaux de mécanisation agricole dont la fonction est la vente, la maintenance, la formation, la prestation et la location. Du coup, la Cour recommande de doter les ZAAP des équipements agricoles complets adaptés aux activités et aux sols, et d'assurer le service après-vente des équipements acquis.

Enfin, par rapport à l'amélioration de la situation économique des femmes exploitantes, la Cour prend exemple sur ce qui réussit au Burkina Faso. Et dit que, au Togo, la mise en place des ZAAP a aussi

été précédé de certains préalables similaires. Seulement, ça coïncide quand on fait ici l'analyse économique de l'exploitation des ZAAP à travers le compte d'exploitation-type d'un hectare. Bon, quand les conditions d'accompagnement et climatiques (pluviométrie) sont réunies. Pour un hectare de maïs, de riz et de soja sur la ZAAP de Pya, le résultat d'exploitation moyen est déficitaire (déficitaire pour le maïs et le soja, faiblement bénéficiaire de 7.500 francs par an pour le riz) ; sur la ZAAP de Bémé dans les Plateaux-Ouest, la rentabilité optimale de 3.200 kilos de riz par hectare est de 167.400 francs par an. Donc *«les résultats des deux ZAAP ne permettent pas d'assurer une source de revenu consistant et pérenne à une femme exploitant un hectare»* et, globalement, *«les effets attendus sur la femme agricultrice ne sont pas encore satisfaisants».* La Cour n'oublie pas les cas d'abandon du travail par des femmes sur certains sites ZAAP : à Bouladé, Akpologu, Pya et Goulbi. Le ministère préfère des *«observations réalistes ou représentatives»* sur toutes les 131 ZAAP.

La Cour des comptes a fini par une liste de douze recommandations. C'est à travers le Programme du partenariat d'appui accéléré par les pairs (PAP-APP) qu'elle a réalisé l'audit.



Aménagement d'une ZAAP

directeur national du contrôle de la commande publique. En février 2025, la Cour a envoyé le rapport d'observations provisoires d'audit au ministre de l'agriculture en respect au principe du contradictoire. Vingt jours après, celui-ci a réagi. Et la Cour dit avoir pris en compte les *«observations pertinentes»* du ministère.

Le ministère pond des chiffres sur les ZAAP et les facilités offertes. Pour la Cour des comptes, *«l'analyse de leur pertinence et efficacité s'avère indispensable afin d'aider le gouvernement à mieux orienter ses actions».* Comme pour dire, parfois, on ne peut pas danser et s'apprécier. Le travail de la Cour a porté sur la période 2019-2023, sur un échantillon de 131 ZAAP dans les régions de la Kara, Centrale et des Plateaux, sur le total de 225 ZAAP créées entre 2010 et 2023. A cause de l'insécurité, elle n'est pas allée dans les Savanes. *«Des réalités qui contrastent avec l'ambition exprimée»,* écrit la Cour en début de rapport.

Voici les questions d'audit posées par la

LOTÉRIE NATIONALE TOGOLAISE

SOCIÉTÉ ANONYME AVEC CONSEIL D'ADMINISTRATION
AU CAPITAL DE 5.000.000.000 FCFA
RCCM TG-LFW-01-2022-M-07761

Lomé, le ...19.DEC.2025.....



NOTE D'INFORMATION

Portant report des tirages du Loto Matinal N° 465 et N° 471, Loto Million N° 129 et N° 130, et Loto Super N° 129 et N° 130.

La Direction Générale de la Loterie Nationale Togolaise informe la population et les parieurs qu'en raison de la Célébration des fêtes de Noël et du Nouvel an, les tirages du **Loto Matinal**, du **Loto Million** et du **Loto Super** des jeudis 25 décembre 2025 et 1^{er} janvier 2026 n'auront pas lieu.

La LONATO vous donne rendez-vous le vendredi 26 décembre 2025 pour le tirage **N° 465 du Loto Matinal**, le vendredi 02 janvier 2026 pour le tirage **N° 471 du Loto Matinal** et le jeudi 08 janvier 2026 pour les tirages **N° 129 du Loto Million** et **N° 129 du Loto SUPER**.

Nous vous remercions pour votre aimable compréhension.

La LONATO vous souhaite de belles fêtes de fin d'année !

Avec la LONATO, jouez petit et gagnez gros !!!



LA DIRECTION GÉNÉRALE

2470, Avenue de la Chance BP 895 LOMÉ (Togo) Tél. : (+228) 22 53 57 00 Fax : (+228) 22 51 35 08 e-mail : lonatos@gmail.com
LONATO, votre maison de la chance toujours à votre disposition pour des jeux de hasard les plus souriants.

HCRRUN ET SES DIX ANS D' ACTIONS LOUABLES

Plus de 30.000 victimes indemnisées, des réparations communautaires et mémorielles significatives

Depuis l'indépendance du Togo (1960) et même bien avant, la vie politique du pays a été rythmée de violences en tous genres, mettant en mal la cohésion des fils et filles de cette nation. Le Rubicon de l'indicible a été franchi en 2005 avec des centaines, voire des milliers de morts et de victimes. Pour conjurer ce sort funeste qui endeuille le pays régulièrement, le gouvernement togolais a mis en place en 2009, la Commission Vérité Justice Réconciliation (CVJR) qui, après ses travaux, a recommandé la création d'un organe chargé de la mise en œuvre des recommandations et du programme de réparations en faveur des victimes enregistrées dans ses bases de données. Il s'agira du Haut-commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'Unité nationale (HCRRUN). Installé depuis 2015, l'institution s'est attelée à cette tâche à travers les réparations individuelles, communautaires et mémorielles.

Eric J.

Des réparations individuelles réussies : des âmes des victimes bénéficiaires consolées

En cet après-midi finissant de ce mois d'Octobre 2025 dans la ville de Cinkassé, située à environ 600 km au Nord de Lomé, la capitale togolaise, dame Lamboni Migiboatibe, la soixantaine, s'affaire au-devant de son modeste étalage de marchandises dans son quartier, pas très loin



Lamboni Migiboatibe à Cinkassé

de la nationale N°1. " Voici une partie de ce que l'argent reçu du HCRRUN m'a permis de faire. Je fais mon petit commerce. Je vends du piment, du haricot, du sésame et des sachets de tomate concentré, de café, de lait et bien d'autres choses ", montre-t-elle fièrement, le sourire aux lèvres. Elle avoue que l'indemnisation du HCRRUN lui a été d'une aide incommensurable. " Ça m'a permis de me prendre en charge et de m'occuper de ma famille ", ajoute-t-elle. Les fonds reçus lui ont également permis d'acquérir un petit lopin de terre qu'elle envisage mettre en valeur plus tard.

Tout comme dame Lamboni, ce sont des dizaines de milliers de Togolais, victimes des violences à caractère socio-politiques que le pays a connues entre 1958 et 2005, qui ont été indemnisés par le HCRRUN, conformément à la recommandation 53 de la CVJR qui les a recensés. Que ce soit le vieux Gnounname Dangbété dans son Kourkperik natal et son homologue Kaloupo Damissane à Lokofiok, tous deux dans la préfecture de Tandjouare, Sanwogou Goumbounde du

dre des activités de génératrice de revenus (AGR) ou tout simplement rentrer dans ses droits lui ont été déniés injustement.

C'est également le cas de PAGNA N'zonou, producteur d'anacarde et de café dans la localité de Woeve sur le plateau de Danyi, dans la région des plateaux, qui exprime aussi bien cette idée. " Ma vie était un cauchemar. Mais à l'heure actuelle, avec l'indemnisation du HCRRUN, je vis bien. Je fais mon champ, j'ai pu scolariser mes enfants. Il paraît que l'indemnisation était symbolique. Pour moi, ce sont des milliards qu'on a m'a donné ", déclare-t-il, remerciant au passage les plus hautes autorités togolaises pour avoir initié ce programme de réparation.

Au niveau de l'institution, on explique que l'objectif recherché est de soulager les souffrances des victimes et d'apaiser leurs cœurs, puisque depuis plusieurs années, elles ont supporté seules, les douleurs physiques ou morales liées à la violation de leurs droits. " Les réparations sont également une manifestation de la solidarité de l'ensemble de la population à l'égard des victimes ", indique Awa Nana, la Présidente du HCRRUN.

Depuis le début du programme d'indemnisation en 2017, ce sont plus de 30 000 victimes qui ont été réparées jusqu'à ce jour pour un montant de près de 30 Milliards de FCFA, y compris la prise en compte des bourses d'études allouées aux orphelins, conformément à la recommandation 49 de la CVJR : " La Commission propose : L'octroi d'une bourse d'étu-

village de Gbemba dans la préfecture de l'Oti, YAMBAA Adam et SOROGO à Guérin kouka, dans la région de la Kara, sans oublier SODJINO et SOLIGUE Lelenda (Badou), Limazié Palakiyem et MAZIKE Yao (Amou-Oblo), ZAGABA Ali (Atakpamé) dans la région des plateaux, KPADE Yaovi Jean-Baptiste (Agbanakin), KOUYOU Somié (Lomé) dans la région maritime et de milliers d'autres essayés partout dans le pays, tous sont unanimes pour reconnaître les bienfaits du programme des indemnités du HCRRUN. Un programme de réparation qui leur a permis de construire une maison, repren-



Pagna N'zonou à Danyi-Woevé

des aux enfants directement victimes de ces violences L'octroi d'une aide annuelle à la scolarisation payable pendant cinq ans aux enfants de victimes directes. La jouissance de ces bourses et aides à la scolarisation devra intervenir exclusivement dans le cadre de structures publiques d'éducation ". A Davié mondji dans



Divine et Prudence à Tsévié

la ville de Tsévié, dans la préfecture de Zio, Divine LOGO, 17 ans, élève en classe de terminale et sa sœur Prudence, âgée de 14 ans et en classe de 3ème en sont les heureuses bénéficiaires, parmi deux cents dix (210) concernés. " Cette bourse est d'une grande aide. Chaque trimestre, nous recevons 63 000 FCFA par per-

sonne. Cet argent nous permet de régler les problèmes liés à notre scolarité et nos besoins particuliers ", affirme Divine.

A cela, s'ajoute aussi la prise en charge médico-psycho-social à vie de certaines victimes vulnérables, atteintes de pathologies graves ou incurables (Recommandation 48). A suivre...

FUTURE CITÉ MINISTÉRIELLE DE LOMÉ

Répondre aux multiples besoins des ministères, des institutions publiques, des investisseurs, ainsi que des visiteurs locaux et internationaux

Deux tours de type A en R+7, deux tours de type B en R+12, deux tours de type C en R+7 et deux tours de type D en R+10. Voilà le visage que présentera la future cité ministérielle du Togo à Bè-Klévé, sur le site de Lomé II, compris entre le boulevard Gnassingbé Eyadema et le boulevard Jean-Paul II, dans la commune Golfe 3.

Au gouvernement, on informe que cet ambitieux projet de construction d'une Cité Ministérielle (PCML), dont l'accord pour la construction vient d'être signé, est parfaitement aligné avec les objectifs stratégiques de la Feuille de route Gouvernementale Togo 2025, notamment son Axe 3 : « Moderniser le pays et renforcer ses structures ».

F. Woussou

Infrastructure polyvalente

Selon le rapport provisoire du document d'étude d'impact environnemental et social du projet de décembre 2024, l'infrastructure polyvalente comprendra plusieurs espaces destinés à une diversité de fonctions.

Il y aura des bureaux administratifs et d'affaires. Il s'agira d'espaces de travail modernes et fonctionnels dédiés aux ministères et autres institutions publiques, afin d'améliorer l'efficacité de l'administration et de faciliter la gestion des affaires publiques. On trouvera des espaces commerciaux et de shopping avec un pôle commercial intégré pour dynamiser l'économie locale, offrir des services variés et promouvoir les échanges économiques entre les acteurs publics et privés.

On parle aussi d'hôtels de qualité pour accueillir les visiteurs internationaux, contribuant ainsi au rayonnement de Lomé et au développement du secteur touristique, des espaces résidentiels. De plus des logements seront construits pour les fonctionnaires et investisseurs, créant ainsi un environnement propice à la vie professionnelle et résidentielle, tout en favorisant une intégration harmonieuse des activités économiques et administratives.

La cité ministérielle comportera des zones de loisirs, culturelles et sportives aménagées pour encourager la pratique d'activités socioculturelles. « En harmonie avec l'environnement, des espaces verts seront aménagés tout au long du site, garantissant une qualité de vie optimale et contribuant à la préservation de la biodiversité. Ces jardins paysagers offriront des lieux de détente et de convivialité, tout en réduisant l'empreinte écologique du projet », lit-on dans le document.

Il est dit que le projet de Cité Ministérielle se distingue par son approche écologique, visant à respecter les normes internationales en matière de développement durable. L'accent sera mis sur la réduction de l'impact environnemental du projet, notamment à travers l'utilisation de matériaux écologiques, la gestion efficace des ressources (eau, énergie), et la création d'un cadre de vie sain pour les usagers. En alignant ces principes avec les standards mondiaux, la Cité Ministérielle contribuera à renforcer l'attractivité de Lomé sur la scène internationale tout en offrant un modèle de développement urbain durable pour la zone du Projet.

Des tours et des bâtiments bas pouvant accueillir plus 4000 personnes

Le projet repose ainsi sur une alternance équilibrée entre huit tours de hauteur variable. De conception carrée et de revêtement de façade homogène, les tours, se déclinent



La maquette de la cité ministérielle de Lomé

par paires selon leur hauteur, leur traitement des ouvertures et leur couronnement architectural. On précise que les tours seront complètes par dix bâtiments bas, de deux à trois étages pour renforcer l'échelle humaine du projet.

Au gouvernement, on indique que cette future cité ministérielle va contribuer à l'amélioration de l'efficacité administrative. « Je voudrais ici dire qu'au nom de tous les travailleurs, nous saluons vivement la construction de ce bijou qui va accueillir beaucoup de fonctionnaires et qui va mettre à leur disposition un cadre assez commode et qui va permettre à nos agents, à nos fonctionnaires de pouvoir travailler dans les meilleures conditions possibles », a déclaré Essowé Barcola, le ministre de l'économie et du budget.

Destinée à accompagner la modernisation de l'administration publique face à l'urbanisation croissante de Lomé, la capitale, la cité ministérielle a été conçue comme un ensemble administratif intégré, à la fois fonctionnel, lisible et durable, destiné à accueillir plusieurs ministères et plus de 4 000 agents publics, 90 000 m² de bureaux et plus de 900 places de stationnement, afin de répondre aux besoins opérationnels de l'administration tout en garantissant des conditions d'accès et de travail optimales. « La Cité se présente comme une véritable citadelle administrative, organisée autour d'un grand jardin intérieur et composée de 18 bâtiments contenus dans une enceinte unifiée. Cette organisation favorise à la fois la sécurité, la cohérence architecturale et la qualité des espaces de vie », fait-on savoir.

Une localisation stratégique

Selon le gouvernement, l'érection de la cité ministérielle de Lomé dans cette aire géographique n'est pas anodine. Le site permet un accès facile aux principales infrastructures et axes de communication de la région, contribuant ainsi à l'intégration harmonieuse du projet dans le tissu urbain du District Autonome du Grand Lomé (DAGL). Elle bénéficie d'une position géographique privilégiée, avec une proximité aux grands centres administratifs, politiques et économiques de la capitale, facilitant ainsi la mise en

œuvre du projet de la Cité ministérielle, qui vise à centraliser les administrations publiques du Togo dans un environnement moderne et fonctionnel.

Le site du projet de construction de la cité ministérielle est à environ 300 mètres au nord-est de la RN1, sur l'axe Lomé-Cinkassé. À proximité immédiate, se trouvent plusieurs ministères, notamment ceux en charge de l'éducation, de la santé, de l'agriculture et de la justice. On y trouve également plusieurs ambassades, telles que l'Ambassade de Chine et l'Ambassade des États-Unis, ainsi que des résidences, des établissements financiers, l'Assemblée Nationale et la Présidence. De



Echange de documents entre le ministre Essowé Barcola et l'administrateur de SOCOIM

plus, sur le site, sont présentes trois îlots dédiés aux collectivités locales et des chantiers de construction.

Il est à rappeler que le projet est le fruit d'un partenariat entre l'État et le secteur privé, notamment avec le groupe libano-ivoirien Pierre Fakhoury Operator (PFO) et sa filiale Société de construction de la cité ministérielle (SOCOCIM), avec la mobilisation effective des financements nécessaires chez Ecobank, la Banque Atlantique, Coris Bank international, NSIA, de la Société Générale et la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD). Cette dernière a déjà mobilisé 20 milliards de FCFA au profit du projet dont la durée des travaux, est fixée à 36 mois. Selon la BOAD, le projet devrait générer un impact économique tangible : plus de 1000 emplois créés pendant la phase de construction, et une valeur ajoutée indirecte estimée à 11,6 milliards FCFA par an.

DÉPÔTS ET CRÉDITS DANS LA MICROFINANCE

Situation dans les 8 pays de l'UMOA à fin juin

Late Pater

La dernière note de la Banque centrale (BCEAO) en la matière renseigne que, à la fin du deuxième trimestre de 2025, l'encours des **dépôts collectés** par les institutions de microfinance (IMF) dans les pays membres de l'Union monétaire ouest africaine (UMOA) s'est accru de 81 milliards de francs Cfa (soit +3,2%) par rapport au premier trimestre, pour s'établir à 2.665 milliards de francs Cfa. Ce qui donne, en glissement annuel, une augmentation de 10,3%. Cette hausse trimestrielle des dépôts est observée dans quasiment tous les pays de l'Union, notamment au Burkina (+25,3 milliards de francs Cfa, +5,1%), au Sénégal (+17,5 milliards de francs Cfa, +3,0%), en Côte d'Ivoire (+14,8 milliards de francs Cfa, +2,3%), au Togo (+11,9 milliards de francs Cfa, +2,7%), au Mali (+7,3 milliards de francs Cfa, +4,3%), au Bénin (+4,4 milliards de francs Cfa, +2,1%) et au Niger (+324,2 millions de francs Cfa, +1,2%). En Guinée-Bissau, le niveau est globalement inchangé (-14.000 francs Cfa, -0,06%).

L'épargne mobilisée par les IMF a été constituée à hauteur de 47,6% par les hommes, 23,5% par les femmes et 28,9% par les groupements. S'agissant de leur structure par terme, les dépôts à vue sont prépondérants, avec une part de 57,2%, tandis que les dépôts à terme et les autres dépôts (comptes d'épargne à régime spécial, les dépôts de garantie, etc.) représentent respectivement 22,9% et 19,9%. Le montant moyen des dépôts par client est ressorti à 133.683 francs Cfa à fin juin 2025, en hausse par rapport au trimestre précédent (+1,6%), reflétant une augmentation plus rapide des dépôts (+3,2%) par rapport au nombre des clients (+1,5%). En glissement annuel, le montant moyen de l'encours des dépôts a également progressé de 1,7%. A fin juin 2025, l'épargne mobilisée par le secteur de la microfinance de l'UMOA

Graphique 2 : Evolution de l'encours des crédits par pays



Source : BCEAO

représente 5,3% de celle collectée par les établissements de crédit de l'Union, à l'instar du trimestre précédent.

A côté, l'encours des **crédits octroyés** par les IMF de l'Union a augmenté de 31 milliards de francs Cfa (+1,2%) par rapport à fin mars 2025, pour s'établir à 2.684 milliards francs Cfa. En variation annuelle, il a enregistré une progression de +4,8%. La hausse trimestrielle de l'encours des crédits a été observée en Côte d'Ivoire (+15,3 milliards de francs Cfa, +2,3%), au Sénégal (+12,7 milliards de francs Cfa, +1,6%), au Bénin (+7,7 milliards de francs Cfa, +3,4%), au Burkina (+3,3 milliards de francs Cfa, +0,8%), au Niger (+100,3 millions de francs Cfa, +0,8%) et en Guinée-Bissau (+500.000 francs Cfa, +3,4%). En revanche, une baisse est notée au Togo (-7,0 milliards de francs Cfa, -1,9%) et au Mali (-1,1 milliard de francs Cfa, -0,6%).

Les crédits accordés par les IMF sont constitués à 46,3% de concours à court terme. Les prêts à moyen et long termes représentent respectivement 34,0% et 19,7% du total de l'encours des crédits à fin juin 2025. La clientèle masculine des IMF a bénéficié de 52,3% des crédits tandis que les femmes et les groupements ont respectivement reçu 18,9% et 28,8% des concours accordés. Le montant moyen des crédits octroyés par client est ressorti à 134.619 francs Cfa à fin juin 2025, en légère baisse par rapport au trimestre précédent (-0,3%), en lien avec l'augmentation relativement moins importante des crédits (+1,2%) par rapport à celle du nombre des clients (+1,5%). En glissement annuel, une

baisse de 0,5% est également notée par rapport au niveau observé en juin 2024. L'encours des crédits octroyés par le secteur de la microfinance au 30 juin 2025 représente 7,1% de celui des établissements de crédit de l'Union, après 7,3% au trimestre précédent.

Toutes ces informations sont fournies par 527 institutions de microfinance établies dans l'UMOA à fin juin 2025, contre 534 au trimestre précédent. Ces IMF ont desservi 19.935.279 clients, à travers un réseau de 4.824 points de services répartis dans les huit Etats membres de l'Union. Une année plus tôt, le nombre de bénéficiaires était de 18.923.770 pour 4.921 points de services. A fin juin 2025, 10 IMF étaient sous administration provisoire, comme au trimestre précédent : 4 au Bénin, 1 au Burkina, 1 en Côte d'Ivoire, 1 au Mali, 2 au Niger et 1 au Togo. Un an plus tôt, le nombre de structures sous administration provisoire s'établissait à 8.

Quant à la qualité du portefeuille de crédits des IMF, elle s'est encore détériorée au deuxième trimestre 2025, résultant de l'augmentation plus importante des créances en souffrance (+12,5% contre +8,0% à fin mars) comparativement à la hausse de l'encours des crédits (+1,2%). Les créances en souffrance sont passées de 260 milliards de francs Cfa à fin mars 2025 à 292 milliards de francs Cfa à fin juin 2025. Le taux brut de dégradation du portefeuille des IMF ressort ainsi à 10,9% à fin juin 2025, après 9,8% au trimestre précédent, pour une norme maximale de 3,0%. En juin 2024, ce taux était estimé à 7,9%.

FOOTBALL/CAN 2025

Ouverture de la CAN entre héritage culturel et ferveur africaine

Au Maroc, la Coupe d'Afrique des nations s'est ouverte par une cérémonie de 30 minutes célébrant la diversité culturelle du continent et l'ancrage historique du football africain, avant le match inaugural opposant le Maroc aux Comores.

Hervé A.

La Coupe d'Afrique des nations (CAN) a officiellement démarré dimanche soir au Maroc avec une cérémonie d'ouverture marquée par une mise en scène artistique mêlant tradition, modernité et symboles du football africain. Pendant une trentaine de minutes, le spectacle a proposé une immersion visuelle et sonore dans la richesse culturelle du continent, sous les yeux des supporters et des délégations des 24 sélections engagées dans le tournoi.

La cérémonie s'est ouverte sur une musique douce et expressive, associant rythmes africains et sonorités marocaines. Une figure centrale est apparue au cœur du stade, portant une carte en forme de ballon de football, évoluant au rythme des percussions et de la musique amazighe. Autour d'elle, des artistes munis de lampes diffusant une lumière blanche ont exécuté une chorégraphie millimétrée, occupant l'ensemble de l'enceinte dans une atmosphère solennelle et poétique.

Le sol du stade a également contribué au tableau visuel, avec des motifs inspirés des zelliges et de l'artisanat traditionnel marocain. Les projections en arrière-plan ont mis en valeur l'identité et le patrimoine du Royaume, évoquant son histoire, sa culture, son système éducatif et sa vie quotidienne, à travers des images de villes emblématiques telles que



Fès, Casablanca et Marrakech.

Parmi les temps forts de la cérémonie, l'interprétation du titre "Allah Ya Moullana", œuvre emblématique du groupe marocain Nass El Ghiwane, a suscité une forte émotion dans les tribunes. La dimension panafricaine du spectacle a été renforcée par des performances musicales réunissant plusieurs artistes internationaux, dont French Montana, Davido, L'Artiste et Jaylann.

Prenant la parole, le président de la Confédération africaine de football, Patrice Motsepe, a salué les supporters

par un "Assalamu Alaikum" avant de remercier le roi Mohammed VI, le prince héritier Moulay El Hassan, le gouvernement et le peuple marocains, ainsi que le président de la Fédération royale marocaine de football, Fouzi Lekjaa, pour leur engagement en faveur du football africain. Il a ensuite officiellement déclaré le tournoi ouvert.

Le président de la Fédération internationale de football association, Gianni Infantino, a également pris la parole, saluant le Maroc comme "un pays de football, de passion et de paix". Il a remer-

cié le souverain marocain pour l'accueil réservé à la compétition et adressé ses vœux de succès aux 24 équipes participantes, estimant que cette CAN pourrait être "la meilleure de son histoire".

La soirée s'est conclue par le coup d'envoi du match d'ouverture entre le Maroc et les Comores, donné par le Prince Héritier Moulay El Hassan, et qui s'est conclu par une victoire du Maroc 2 buts à zéro lançant officiellement une compétition placée sous le signe de l'unité africaine et de la célébration du football continental.

FOOTBALL/

La CAN se tiendra tous les quatre ans à partir de 2028

Samedi après-midi, la Confédération Africaine de Football a annoncé, par la voix de son président, la mise en place d'une CAN tous les quatre ans, contre deux actuellement. Une révolution pour le continent africain, où tout le monde a son avis sur la question. En voici les coulisses.

Un secret bien gardé. Lorsqu'il s'avance à la tribune de la conférence de presse, samedi après-midi, Patrice Motsepe, le puissant président de la Confédération Africaine de Football, veut rapidement diffuser la nouvelle. Après un propos introductif, le dirigeant sud-africain annonce "une décision historique". À partir de 2028, la CAN aura lieu tous les quatre ans. Chez les journalistes, présents dans la salle, la stupeur est grande, même si depuis quelques heures la rumeur avait filtré auprès de plusieurs sources proches de la CAF.

Ce passage à quatre ans s'est décidé quelques minutes plus tôt, lors du comité exécutif de la Confédération Africaine, qui avait lieu à Rabat ce jour-là. Autour de la table, tous les puissants

présidents de fédérations et la Fifa. Lors de son annonce à la presse, Patrice Motsepe se tient aux côtés de Mattias Grafström, secrétaire général de la FIFA. Preuve de l'importance de l'instance dans cette décision. Après les CAN 2027 et 2028, la suivante aura donc lieu en 2032, dans un pays qui reste à déterminer. Entre temps, les équipes nationales participeront à une Ligue des Nations africaine, dès 2029. Le continent sera séparé en quatre zones, avant un "final four" dans un lieu unique.

En été ou en hiver?

Dans les faits, ce choix de passer la CAN tous les quatre ans questionne. La CAF a-t-elle succombé aux sirènes des clubs européens et de la FIFA? À l'instant T, toutes les parties affirment que

non. Même si en coulisses, certaines sources proches de la CAF laissent entendre que la pression des clubs européens lors des périodes de CAN a joué dans ce choix. Lors de ce comité exécutif, tous les membres étaient d'accord sur cette question sensible de passer à un nouveau cycle. Même Samuel Eto'o, président de la fédération camerounaise, a donné son approbation pour passer la CAN à une compétition quadriennale.

Depuis son arrivée à la tête de la FIFA, Gianni Infantino n'a jamais caché, lors de plusieurs réunions, que son souhait était un alignement des calendriers et que la CAN devrait passer à un cycle calqué sur les calendriers européens. Mais le patron de la Fifa s'était, jusqu'ici, heurté à l'opposition des anciens prési-

dents de la CAF et de plusieurs fédérations puissantes d'Afrique. Avec cette décision, Infantino sort vainqueur de ce combat et obtient un "compromis", avancé par Patrice Motsepe.

Les autres grands gagnants de ce combat sont les clubs européens. "C'est une très bonne nouvelle pour les équipes européennes, ça permet de clarifier les organisations de compétition et d'avoir des joueurs africains plus souvent avec les clubs", estime un proche du syndicat des clubs européens (EFC). Mais l'alignement des calendriers ne sera pas total. Personne ne peut assurer à l'instant T que les prochaines Coupes d'Afrique se dérouleront en été. L'hiver reste encore une possibilité en fonction des localisations de la compétition.

COUPE DU MONDE 2026/

La FIFA dévoile les dotations XXL qui seront versées à la Coupe du monde 2026

La FIFA a dévoilé mercredi le montant des dotations touchées par les 48 participants à la Coupe du monde 2026. Un total en nette hausse et record par rapport au Mondial 2022 au Qatar avec notamment une sacrée prime pour le futur vainqueur de la compétition.

La FIFA n'en finit plus de gagner de l'argent... et va le redistribuer aux sélections. Fort de sa réussite économique des dernières années, l'instance présidée par Gianni Infantino a annoncé mercredi la dotation pour les 48 participants de la Coupe du monde 2026. A quelques mois de la compétition estivale disputée du 11 juin au 19 juillet au Canada, aux États-Unis et au Mexique, la FIFA a officialisé une enveloppe globale de 727 millions de dollars soit près de 620 millions d'euros. Un montant acté mardi lors d'un Conseil de la FIFA organisé à Doha (au Qatar) à la veille de la finale de la Coupe intercontinentale entre le PSG et Flamengo.

"Le Conseil de la FIFA a approuvé une contribution financière record de 727 millions de dollars américains sera distribuée à la suite de la Coupe du monde de la FIFA 2026. La plus grande part - 655 millions de dollars américains, soit

une augmentation de 50% par rapport à l'édition précédente - sera distribuée sous forme de prix aux 48 équipes participantes", a indiqué l'instance via un communiqué.

Un écart croissant entre le vainqueur et les autres

Le vainqueur du Mondial récoltera ainsi une contribution de 50 millions de dollars (42,6 millions d'euros) soit une augmentation de 8 millions de dollars par rapport à l'édition 2022. Surtout, l'écart avec le finaliste se creuse. Si l'Argentine a touché 42 millions après son sacre au Qatar, la France avait touché 30 millions pour son statut de finaliste. En 2026, le finaliste récoltera 33 millions de dollars (28,1 millions d'euros) et l'écart entre les deux rivaux passera donc de 12 à 17 millions d'euros.

Sans surprise, les primes de chaque équipe diminueront en fonction de la pré-



cocité de leur élimination dans le tournoi. Les pays sortis dès les poules, classés de la 33e à la 48e place, récolteront 9 millions de dollars (7,7 millions d'euros) pour leur performance.

Aux primes de résultats de chaque sélection, la FIFA a prévu un chèque de 1,5 million de dollars (1,28 million

d'euros) pour chacun des 48 qualifiés au titre des "frais de préparation". Chaque qualifié, peu importe le moment de son élimination, verra sa fédération nationale empocher un chèque minimal de 10,5 millions de dollars soit près de 8,95 millions d'euros.

BREVES

La FIFA crée de nouveaux tournois U-15 à partir de 2026

Le Conseil de la Fédération internationale de Football Association (FIFA), réuni à Doha en marge de la Coupe arabe, a confirmé la création de nouveaux tournois U-15 masculin et féminin, à partir de 2026.

Prévus sous forme de festivals et ouverts à toutes les associations membres, ces nouveaux tournois s'inscrivent dans le cadre de l'engagement indéfectible de la FIFA en faveur de la promotion du football de jeunes, précise la faïtière du football mondial dans un communiqué.

La première édition concernera les équipes masculines et se tiendra en 2026. La deuxième, un an plus tard, sera réservée aux équipes féminines. À compter de 2028, à partir de cet élan initial, toutes les associations membres seront invitées à participer aux deux épreuves distinctes avec leurs équipes U-15 masculine et féminine, ajoute la même source.

Afin de tenir compte des besoins en matière de développement des joueurs et joueuses dans cette catégorie d'âge, les matchs auront une durée plus courte et seront disputés à sept contre sept ou neuf contre neuf sur des terrains de taille réduite, selon le communiqué.

"Ces dernières années, la FIFA a intensifié ses efforts en faveur du football de jeunes, et les résultats sont tangibles. Nous avons été très actifs dans la promotion des compétitions et du développement des jeunes. Il s'agit là d'une nouvelle étape naturelle et très réjouissante", a déclaré le Président de la FIFA, Gianni Infantino.

"Proposer des festivals U-15 pour les jeunes filles et garçons constituera une étape fondamentale dans la volonté de la FIFA de donner sa chance à chaque talent partout dans le monde, tout en illustrant la façon dont l'instance réinvestit ses revenus dans le football", a-t-il ajouté.

Liga, droits TV : le Real Madrid dépasse le Barça

LaLiga vient de dévoiler les sommes touchées par ses clubs grâce aux droits TV sur la saison 2024/2025. C'est le Real Madrid qui a empoché le plus gros pactole, à savoir 157,52 millions d'euros, sur le total de 1,43 milliard d'euros qui est réparti entre les clubs de D1 et de D2. C'est 2 millions de moins que la saison d'avant pour les Merengues, mais c'est plus que le Barça, champion en titre et actuel leader, qui est passé de 162,49 millions à 156,45 millions d'euros. Des baisses qui s'expliquent notamment parce que les deux clubs, et surtout le Real Madrid, ont refusé de collaborer sur certains points rémunérateurs, comme le fait de laisser entrer les caméras dans le vestiaire ou de mettre des joueurs à disposition pour des interviews.

L'Atlético lui a empoché 108,17 millions d'euros, alors que le top 4 est complété par l'Athletic Club, qui a touché 72 millions d'euros. Leganés, aujourd'hui en D2, est l'équipe qui a touché le moins d'argent avec 39 millions d'euros. Pour rappel, la distribution des parts du gâteau se fait en fonction de différents critères comme l'étendue des fanbases, les audiences et les résultats sportifs. On notera qu'à partir de 2027, la part du gâteau que se répartiront les clubs augmentera de 60 millions d'euros par saison suite aux derniers accords revus à la hausse scellés par la Liga avec les diffuseurs.

Le Maroc à deux doigts du Top 10

La FIFA a publié lundi son dernier classement mondial de l'année 2025, marqué par Coupe Arabe de la FIFA et 42 rencontres internationales disputées sur la période, en attendant la CAN 2025, débutée dimanche. Un classement riche en enseignements pour les sélections africaines, avec un Maroc toujours plus proche de l'élite mondiale.

Vainqueur de la Coupe arabe 2025, le Maroc conserve sa 11e place mondiale... mais n'a jamais été aussi proche du Top 10. Les Lions de l'Atlas totalisent désormais 1716,34 points, soit seulement 0,54 point de retard sur la Croatie, 10e du classement. Un écart infime, presque symbolique, qui illustre la dynamique exceptionnelle de la sélection marocaine, qui a poursuivi sa série de victoires record par un 19e succès consécutif dimanche face aux Comores (2-0).

Derrière le Maroc, l'Algérie boucle l'année 2025 avec une excellente nouvelle. Doubant l'Égypte, les Fennecs grimpent sur le podium africain, profitant d'une fin d'année maîtrisée et d'une régularité retrouvée sous Vladimir Petkovic. Longtemps à la lutte avec l'Égypte, l'Algérie parvient à s'imposer comme la troisième force du continent, juste derrière le Maroc et le Sénégal.

Au sommet du classement mondial, l'Espagne conserve la première place devant l'Argentine et la France, qui complètent le podium. Dans le Top 12, le Maroc est la seule nation africaine, confirmant son statut à part sur le continent.

À l'échelle africaine, le Sénégal reste solidement installé comme dauphin, tandis que la Côte d'Ivoire et la Tunisie poursuivent leur lutte dans le haut du tableau. Mais la tendance de fond est claire: le Maroc s'avance avec un statut inédit, celui d'une sélection africaine aux portes du Top 10 mondial, sous une pression immense... mais pleinement assumée.



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression
Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme
Guillaume BOGLA

CARTE DE FERTILITÉ DES SOLS ÉTABLIE PAR L'ITRA

La success story du Togo intéresse le Nigeria, après le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire

Late Pater

Le Nigerian Farmers Soil Health Scheme (NFSHS) une nouvelle initiative fédérale lancée, en octobre 2025, par le président nigérian Tinubu pour renforcer la sécurité alimentaire en améliorant la santé des sols, en réduisant le gaspillage d'engrais et en augmentant les rendements agricoles grâce à une agriculture fondée sur les données. Ses principaux volets comprennent la mise en place de 774 laboratoires d'analyse des sols, la distribution aux agriculteurs de cartes de santé des sols personnalisées contenant des conseils adaptés en matière de fertilisation et la création d'un système national numérique d'information sur les sols, pour une prise de décision basée sur des données probantes. Ce programme vise à faire évoluer l'agriculture nigérienne d'une approche approximative à une approche de précision, en permettant aux agriculteurs de connaître exactement les nutriments dont leurs sols ont besoin, ce qui se traduira par une productivité accrue et des pratiques durables.

C'est dans cette offensive contre la faible productivité des agriculteurs et le coût élevé de la production que, à l'étape pilote de l'initiative, une équipe de Nigerian Farmers Soil Health Scheme – ensemble avec d'autres experts appartenant à diverses institutions nigérianes notamment IITA, AGRA, OCP-Africa, GIZ-Nigeria et des structures publiques comme le Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, l'Institut nigérian des sciences de sol, l'Institut de recherche et de formation agricoles – a mis pied à l'Institut Togolais de Recherche Agronomique (ITRA) en vue de l'élaboration de carte de fertilité des sols agricoles au Nigeria. Selon l'ITRA qui rapporte l'information, en parlant d'une success story dans l'élaboration de la carte de fertilité des sols agricoles du Togo et d'un cas d'école dans la sous-région ouest africaine, ses chercheurs thématiques des sols et de la fertilité ont partagé, avec l'équipe du Nigeria, les différentes phases qui ont été respectées à savoir la conception du projet ; l'échantillonnage des sols sur le terrain ; l'analyse des sols au laboratoire ; le traitement, la validation et la structuration des données ; la production des cartes thématiques ; l'élaboration des



La coopération Sud-Sud entre l'ITRA et le Nigerian Farmers Soil Health Scheme

recommandations de fertilisation ; la digitalisation et la mise en ligne des résultats (création de FertiTogo) ; la sensibilisation, la formation et la diffusion des acquis. Les stratégies de mobilisation des ressources financières et techniques par le gouvernement togolais ont été également évoquées ainsi que les différents partenaires de mise en œuvre du projet. « La démarche au Togo a été méthodologique, pompeuse et coûteuse compte tenu des résultats attendus par l'Etat togolais. C'est vraiment un cas de réussite. Les résultats, aujourd'hui, nous ont permis de connaître le statut en matière de fertilité de l'ensemble des 3,6 millions des terres agricoles du Togo et d'arriver à faire des recommandations culturelles pour les cultures majeures », a décrit Dr Kossi Koudjega, coordonnateur scientifique en charge de la gestion des ressources naturelles à l'ITRA.

« Nous avons choisi de visiter le Togo pour apprendre de l'ITRA le processus de mise en œuvre de la carte de fertilité des sols et les recommandations de gestion des sols agricoles. Le partage de ces connaissances nous permettra d'améliorer le système d'information sur les sols, les recommandations d'engrais et le système de vulgarisation agricole au Nigeria », a souligné, de son côté, Pr Vincent Aduramigba-Modupe, coordonnateur du hub régional sur la fertilité et la santé des sols, créé à Lomé en 2023. La mission a trouvé des approches de solution, ajoutent-on.

Le problème n'est pas le sol en lui-même, mais la stratégie à mettre en place pour aider les agriculteurs, a expliqué le Pr Gabriel Oluwatosin de l'Institut de recherche agricole et de formation. Au Togo, pour toutes les régions, des cartes thé-

matiques de pH, MO, P, K et salinité ont été générées. Des recommandations ont été formulées en matière de fertilisation et cultures à pratiquer en fonction de l'état de fertilité des sols au niveau des 38 préfectures agricoles du pays. Par exemple, en rappel, l'analyse des échantillons de sols recueillis révèle que la préfecture de Tchamba est dominée par des sols ferrugineux tropicaux et des sols faiblement ferrallitiques, 32% de ces sols sont pauvres en matière organique, 20% très pauvres en phosphore et 78% très pauvres en potassium ; les cultures recommandées sont donc le maïs, le soja, le riz, le sorgho, le manioc, le coton et l'igname. Dans la préfecture d'Agou, 85% des sols sont moyennement riches en matière organique, 95% très pauvres en phosphore et 80% pauvres en potassium ; il faut prioritairement cultiver le maïs, le manioc, le soja, le riz, le niébé, l'igname, le cacao, le café. 61% des sols de la préfecture de Tchoudjo sont pauvres en matière organique, 98% très pauvres en phosphore et 85% très pauvres en potassium ; Tchoudjo est dominée par des sols ferrugineux tropicaux ; le maïs, le riz, l'igname, le coton, le soja, le niébé et le manioc sont recommandés. Pour chaque localité, la dose de fumure (organiques et chimiques) est précisée. Dans Wawa, 80% moyennement riches en matière organique, 70% très pauvres en phosphore et 85% pauvres en potassium ; il est mieux d'investir dans des cultures telles que le maïs, le soja, le riz, le manioc, l'igname, le cacao et le café. Aux entrepreneurs agricoles du Moyen-Mono, le maïs, le soja, l'arachide, le niébé, le manioc, le coton ou encore le piment sont recommandés, avec des sols à dominance ferrugineux tropicaux, vertisols et ferrallitiques (90% moyenne-

ment riches en matière organique, 95% très pauvres en phosphore et 60% pauvres en potassium), etc. Au Togo, le projet de l'élaboration de la carte de fertilité des sols agricoles a été soutenu par la FAO et la Fondation OCP.

Il est aussi rapporté que, dans la sous-région, beaucoup de pays n'ont pas encore traversé cette étape de la carte de fertilité des sols. Et, de temps en temps,

l'ITRA reçoit des experts d'autres pays pour les partages d'expériences. Avant le Nigeria, le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire y sont passés.

A noter que, toujours au nom de cette santé du sol qui devient de plus en plus préoccupante pour assurer une production harmonieuse, durable et respectueuse de l'environnement, l'Institut Togolais de Recherche Agronomique vient d'initier des

productrices et producteurs sur la fabrication et l'utilisation du compost à base de fanes de soja et d'autres résidus de cultures. Histoire « d'apporter une solution durable aux problèmes de fertilité des sols dans les systèmes agricoles en général, et en particulier à maintenir un bon niveau de production dans la filière soja tout en préservant la qualité des sols ».

PRÉVENTION DES CONFLITS

WANEP-Togo plaide pour une participation accrue des jeunes et des femmes

Etonam Sossou

À l'occasion du 10^e anniversaire de la Résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations Unies, le West Africa Network for Peacebuilding Togo (WANEP-Togo), en partenariat avec l'organisation EQUIPOP, a organisé ce vendredi 19 décembre 2025 à Lomé un dialogue multi-acteurs consacré à l'Agenda Jeunesse, Paix et Sécurité (JPS). Placée sous le thème « Quelle participation des jeunes femmes et hommes à la prévention des conflits et à la culture de la paix au Togo ? », la rencontre a réuni un large éventail d'acteurs institutionnels, internationaux et de la société civile, aux côtés de jeunes leaders togolais.

Cette initiative s'inscrit dans une dynamique de synergie entre l'Agenda Jeunesse, Paix et Sécurité et l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité (FPS), deux cadres internationaux complémentaires visant à renforcer la participation inclu-

sive des jeunes et des femmes aux processus de paix. Les échanges ont permis de dresser un bilan des dix années d'application de la Résolution 2250 et d'identifier les défis persistants dans le contexte togolais.

Dans son intervention, WANEP-Togo a insisté sur la nécessité de créer et de pérenniser des espaces inclusifs, intergénérationnels et participatifs, permettant aux jeunes et aux femmes de jouer pleinement leur rôle dans la prévention des conflits. L'organisation a rappelé que les jeunes ne doivent pas être perçus uniquement comme des bénéficiaires des politiques de paix, mais comme des acteurs stratégiques et des porteurs de solutions au sein de leurs communautés. Animées par Dr Latyr Tine, Programme Manager au Gorée Institute, les discussions ont mis en lumière des pistes concrètes pour traduire les engagements politiques en actions durables sur le terrain. Les participants

ont notamment évoqué le renforcement des capacités des jeunes et des femmes, l'amélioration de leur accès aux instances décisionnelles, ainsi que la mise en place de mécanismes de suivi et d'évaluation pour mesurer l'impact réel des initiatives de paix. « Notre ambition serait réalisée si le plan d'action national sur l'Agenda Jeunesse, Paix et Sécurité au Togo devient une réalité palpable dans un ou deux ans. Nous souhaitons également une représentation accrue des jeunes dans les instances décisionnelles de prévention des conflits et des catastrophes », a déclaré Seyram Adiakpo, Coordonnateur national de WANEP-Togo.

Ce dialogue multi-acteurs marque ainsi une étape importante dans la mobilisation des parties prenantes autour de l'Agenda Jeunesse, Paix et Sécurité au Togo, et renforce l'espoir d'une paix construite avec et pour les jeunes et les femmes.

4^e ÉDITION DE LA FOIRE OUEST AFRICAINE DES SEMENCES PAYSANNES

L'appel à proscrire l'usage des intrants chimiques de synthèse, en raison de leurs impacts reprotoxiques et génotoxiques

Du 09 au 11 Décembre 2025, plus de 600 personnes, membres et sympathisants du Comité Ouest Africain des Semences Paysannes (COASP), représentés par des paysans (hommes, femmes et jeunes), organisations paysannes, ONG de développement, groupements de femmes, groupements de jeunes et instituts de recherche et des médias, en provenance de plus d'une vingtaine de pays d'Afrique, d'Europe et d'Amériques ont participé à la 4^{ie} édition de la Foire Ouest Africaine des Semences Paysannes avec pour thème « l'autonomie semencière dans le maraîchage en Agroécologie paysanne ». C'était dans le village de Baga, dans la préfecture de Doufelgou, au Nord du Togo.

Depuis 2007, l'événement biennal constitue un rendez-vous incontournable dédié à la protection et à la valorisation des espèces et variétés paysannes, à travers les connaissances et pratiques paysannes, des processus de recherche participative portant sur les semences menacées, ou encore négligées par les politiques publiques. « Ce mouvement est connecté à une dynamique continentale plus large qui existe également sur les autres continents, notamment en Europe et en Amérique du Sud », soutient les organisateurs.

Le constat est fait que des normes internationales restreignent la souveraineté alimentaire et fragilisent les droits fondamentaux, l'agro-industrie qui impose une transition écologique dévoyée, fondée sur les biotechnologies modernes, renforçant une agriculture dépendante des pesticides et engrais de synthèse, les nouveaux intrants coûteux et protégés par les droits de propriété intellectuelle privent les communautés de leur autonomie semencière, vu l'absence de tout fondement scientifique dans la relégation des semences paysannes au rang de graines improductives relevant du passé archaïque et tenant compte du peu d'intérêt que les Etats accordent aux potentialités des systèmes semenciers au profit des solutions non maîtrisées, importées et aléatoires.

À la clôture de la rencontre, les participants ont donc formulé des recommandations en appui au plaidoyer continental pour un nouveau paradigme sur la gouvernance et les politiques semencières.

À l'endroit des institutions sous régionales et africaines (UA, CEDEAO, AES, UEMOA et CILSS), ils leur demandent d'adopter et de mettre en œuvre un cadre politique qui promeut les systèmes



Une vue partielle des participants

semenciers paysans afin de les protéger contre toute forme de "brevétabilité" par des tiers au détriment des communautés paysannes. Selon eux, le cadre politique pour les systèmes semenciers paysannes développé par la Commission de l'Union Africaine pourrait servir de base pour chaque pays membre du CILSS, de l'UEMOA, de l'AES et de la CEDEAO.

Ils recommandent de proscrire l'usage des intrants chimiques de synthèse, en raison de leurs impacts reprotoxiques et génotoxiques, intégrer la chaîne de valeurs des réseaux d'échanges paysans dans la cartographie et la reconnaissance des systèmes semenciers endogènes, et protéger prioritairement les cultures vivrières grâce à une documentation transfrontalière des pratiques locales, soutenir activement la recherche publique dans le cadre du développement de nouvelles variétés végétales notamment dans la production des légumes, faciliter le rapprochement de la recherche moderne, de la recherche paysanne, en promouvant les passerelles et les synergies entre ces deux types de recherche,

À l'endroit de leurs pairs Paysans, Organisations paysannes et autres OSC, le développement et la mise à l'échelle de bonnes pratiques des jardins de case, de

répertoire et valoriser l'expertise continentale en matière de production et de multiplication de semences maraîchères par les paysannes ; multiplier et échanger les semences paysannes avec la multiplication et l'échange des semences paysannes afin de renforcer l'autonomie communautaire, la diversité cultivée et la résilience agroécologique.

Il leur est demandé aussi de promouvoir la campagne « MaSemenceMaVie » à tous les niveaux afin de sensibiliser, mobiliser et défendre les droits semenciers des communautés rurales et de développer les cases communautaires de semences en créant et renforçant davantage de cases communautaires de semences pour sécuriser les variétés locales, garantir leur accès et soutenir la souveraineté semencière.

Si elles sont prises en considération et mises en œuvre, ces recommandations atténueront ou mettront fin, peut-être, à la généralisation des semences hybrides, prétendument productifs, mais qui accélèrent l'effondrement de la biodiversité et la dégradation des sols saturés d'intrants chimiques. « Cette contamination persistante génère des perturbateurs endocriniens nocifs pour le génome humain, la santé et l'environnement », déclare le COASP.

CADEAU DE NOËL

Faut-il privilégier les jouets fabriqués localement ?

À l'approche de Noël, les marchés et boutiques s'animent au rythme des achats de fin d'année. Comme chaque décembre, les parents cherchent le cadeau idéal pour faire briller les yeux de leurs enfants. Mais cette année encore, un débat s'installe dans des familles togolaises : faut-il offrir des jouets importés, souvent très attractifs, ou privilégier les jouets fabriqués localement, porteurs de valeurs culturelles et économiques ?

E. Sossou

Dans les marchés artisanaux, les étals de poupées en tissu, de petites voitures en bois, de jeux de société traditionnels ou encore de figurines façonnées à la main attirent de plus en plus de parents. Pour certains, ce choix est avant tout un acte citoyen. « Acheter un jouet local, c'est soutenir nos artisans et faire vivre l'économie du pays », explique Eliya, père de trois enfants à Lomé. Selon lui, offrir un jouet fabriqué au Togo permet aussi de transmettre aux enfants le goût du « consommer local ».

Même conviction chez Ayélé, mère de famille. « Les jouets locaux sont solides et sans danger. Ils sont faits avec des matériaux simples, souvent naturels. Je préfère cela aux jouets électroniques qui se cassent vite », confie-t-elle. Pour elle, Noël est aussi une occasion d'initier les enfants à des jeux qui stimulent l'imagination et l'apprentissage, loin des écrans.

Du côté des artisans, cette tendance est accueillie avec espoir. « En période de fêtes, les ventes augmentent un peu, mais ce n'est pas encore suffisant », déplore Koffi Agbeko, fabricant de jouets en bois à Lomé. Il estime que si davantage de parents faisaient ce choix, cela encouragerait la création d'emplois et la

transmission des savoir-faire traditionnels. « Nos jouets racontent notre culture. Ils ne sont pas seulement faits pour jouer, mais aussi pour apprendre », insiste-t-il.

Cependant, tous les parents ne partagent pas cet enthousiasme. Certains estiment que les jouets locaux peinent à rivaliser avec ceux importés, notamment en termes d'esthétique et de modernité. « Les enfants voient à la télévision ou sur Internet des jouets sophistiqués, des robots ou des poupées qui parlent. Quand on leur offre un jouet en bois, ils sont parfois déçus », reconnaît Akossiwa, mère de deux enfants. Elle avoue céder souvent à la pression des attentes de ses enfants.

Le prix constitue également un point de divergence. Contrairement aux idées reçues, certains jouets fabriqués localement peuvent coûter aussi cher, voire plus, que des jouets importés en plastique. « Avec le même budget, je peux acheter un jouet importé plus complet », affirme Yao, employé de bureau à Atakpamé. Pour lui, le critère principal reste le plaisir immédiat de l'enfant, même si cela signifie acheter un produit venu d'ailleurs.

Les spécialistes de l'éducation appellent toutefois à un juste milieu. Selon eux, les jouets locaux favorisent la créa-



tivité, la motricité et l'ancrage culturel, tandis que certains jouets importés peuvent contribuer à l'éveil technologique. « L'essentiel est de choisir des jouets adaptés à l'âge de l'enfant et qui participent à son développement », explique Évelyne une éducatrice de la petite enfance à Lomé.

À quelques jours de Noël, le choix du cadeau reste donc un dilemme pour de nombreux parents togolais. Entre soutien à l'économie locale, transmission culturelle et désir de répondre aux rêves des enfants, chacun tranche selon ses convictions et ses moyens. Mais une chose est sûre : au-delà du jouet, c'est l'intention et l'amour partagé qui donnent tout son sens à la magie de Noël.

SANTÉ / LA SIDÉROSE OU LA SURCHARGE EN FER

Une pathologique complexe due à l'exposition professionnelle ou aux transfusions sanguines ou à l'apport alimentaire

(suite de la page 5)

vie des patients souffrant de surdité.

La **rééducation neurologique** occupe une place importante dans la prise en charge. Elle aide à compenser les troubles de l'équilibre et de la coordination [8]. D'ailleurs, certains centres spécialisés proposent des programmes de rééducation adaptés à cette pathologie rare.

Innovations Thérapeutiques et Recherche 2024-2025

La recherche sur la sidérose connaît des avancées prometteuses en 2024-2025. Bien que cette pathologie ne bénéficie pas directement des innovations récentes en neurologie, certaines approches thérapeutiques émergentes ouvrent de nouvelles perspectives.

Les chélateurs de fer de nouvelle génération font l'objet d'études cliniques encourageantes. Ces molécules, initialement développées pour d'autres surcharges en fer, pourraient aider à mobiliser les dépôts de fer tissulaires. Les premiers résultats suggèrent une efficacité modeste mais réelle sur la progression de la maladie. En parallèle, les techniques d'imagerie avancée révolutionnent le diagnostic et le suivi. L'IRM quantitative permet désormais de mesurer précisément les dépôts de fer et de suivre leur évolution dans le temps. Cette approche ouvre la voie à des traitements personnalisés selon le degré d'accumulation.

D'un autre côté, la recherche explore les mécanismes inflammatoires associés à la sidérose. Les anti-inflammatoires ciblés pourraient limiter les dégâts tissulaires causés par l'accumulation de fer. Ces approches thérapeutiques sont encore expérimentales mais montrent des résultats prometteurs.

L'important à retenir : ces innovations restent au stade de la recherche clinique. Néanmoins, elles laissent espérer de meilleures options thérapeutiques dans les années à venir pour les patients atteints de sidérose.

Les Complications Possibles

La sidérose peut entraîner des complications graves si elle n'est pas prise en charge correctement. Pour la sidérose pulmonaire, l'évolution vers une fibrose pulmonaire représente la complication la plus



redoutée. Cette cicatrization progressive des poumons peut conduire à une insuffisance respiratoire chronique.

Dans les formes avancées, l'hypertension pulmonaire peut se développer. Cette complication survient lorsque les vaisseaux pulmonaires sont endommagés par l'inflammation chronique. Elle se manifeste par un essoufflement majoré et une fatigue extrême à l'effort.

Concernant la sidérose superficielle du système nerveux central, les complications neurologiques dominent le tableau. La surdité neurosensorielle est souvent irréversible et peut devenir totale en l'absence de prise en charge. Cette complication impacte considérablement la qualité de vie des patients.

Les troubles de l'équilibre peuvent s'aggraver progressivement, augmentant le risque de chutes. Certains patients développent également des troubles cognitifs légers, bien que cette complication reste rare. D'ailleurs, l'ataxie cérébelleuse peut devenir invalidante dans les formes évoluées.

Heureusement, un diagnostic précoce et une prise en charge adaptée permettent de limiter ces complications. C'est pourquoi il est essentiel de consulter rapidement en cas de symptômes évocateurs.

Vivre au Quotidien avec Sidérose

Vivre avec une sidérose nécessite des adaptations, mais une vie normale reste tout à fait possible. L'essentiel est d'apprendre à gérer les symptômes et d'adapter votre environnement à vos besoins.

Pour la sidérose pulmonaire, évitez les environnements poussiéreux et les irritants respiratoires. Le tabac est absolument à proscrire car il aggrave l'inflammation

pulmonaire. Privilégiez les activités physiques adaptées à votre capacité respiratoire : marche, natation ou vélo selon votre tolérance.

Surveillance et suivi

Une surveillance régulière des taux de fer et du fonctionnement des organes est essentielle pour la prise en charge de la sidérose. Cela implique généralement des analyses sanguines périodiques, des examens d'imagerie et des évaluations cliniques pour évaluer l'efficacité du traitement et procéder aux ajustements nécessaires.

Sidérose et hémochromatose

Bien que la sidérose et l'hémochromatose impliquent toutes deux une surcharge en fer, elles diffèrent dans leurs causes et mécanismes sous-jacents.

Base génétique

L'hémochromatose est une maladie essentiellement génétique provoquée par des mutations du gène HFE. Ces mutations entraînent une augmentation de l'absorption du fer par l'alimentation, ce qui entraîne une surcharge en fer. La sidérose, en revanche, est souvent due à des facteurs externes tels que l'exposition professionnelle ou les transfusions sanguines.

Approches de traitement

Les approches thérapeutiques de la sidérose et de l'hémochromatose diffèrent également. L'hémochromatose est généralement traitée par phlébotomie, tandis que la sidérose peut nécessiter une combinaison de phlébotomie, de traitement par chélation et de modifications alimentaires, selon la cause sous-jacente.

Effets à long terme de la sidérose

Si elle n'est pas traitée, la sidérose peut entraîner des complications graves et potentiellement mortelles. Celles-ci peuvent

inclure :

- **La cirrhose du foie** : La sidérose hépatique chronique peut évoluer vers une cirrhose du foie et augmenter le risque de cancer du foie.
- **Insuffisance cardiaque** : La sidérose cardiaque peut entraîner une insuffisance cardiaque et d'autres complications cardiovasculaires.
- **Diabète** : Un excès de fer peut endommager le pancréas, entraînant diabète.
- **Dommages articulaires** : Les dépôts de fer dans les articulations peuvent provoquer de l'arthrite et lésion articulaire.

Conclusion

Il est essentiel de comprendre la sidérose et ses différentes formes, causes et traitements pour une gestion efficace et la prévention des complications. Un diagnostic précoce et un traitement approprié

peuvent améliorer considérablement la qualité de vie des personnes touchées par cette maladie. Si vous pensez être atteint de sidérose, il est essentiel de consulter un médecin et de subir les tests nécessaires pour confirmer le diagnostic et commencer le traitement approprié. En restant informé et proactif, vous pouvez prendre le contrôle de votre santé et atténuer les effets à long terme de la sidérose.

Questions

- Quelles sont les causes de la sidérose ?**
- Quels sont les symptômes de la sidérose ?**

Les symptômes comprennent une toux chronique, des difficultés respiratoires et,

dans les cas graves, des cicatrices pulmonaires.

- 3. Comment traite-t-on la sidérose ?**
- 4. Comment diagnostique-t-on la sidérose ?**
- 5. Comment prévenir la sidérose ?**

Le traitement consiste à éloigner le patient de la source d'exposition et à gérer les symptômes avec des bronchodilatateurs ou des corticostéroïdes.

Le diagnostic repose sur des radiographies thoraciques, des tomodensitométries et parfois des biopsies pulmonaires pour détecter les dépôts de fer.

La prévention comprend le port d'un équipement de protection respiratoire dans les environnements contenant des poussières de fer.

AGENCE AFRICAINE DES MÉDICAMENTS

Un tournant décisif pour une recherche biomédicale adaptée aux réalités africaines

Etonam Sossou



Le lancement officiel de l'Agence africaine des médicaments (AMA), célébré à Mombasa lors de la septième conférence scientifique biennale sur la réglementation des produits médicaux en Afrique, marque une étape historique pour la santé publique sur le continent. Après plus de dix ans de préparation, l'AMA ambitionne de réduire la dépendance de l'Afrique aux financements extérieurs et de repositionner le continent comme un acteur central de la recherche biomédicale mondiale.

L'enjeu est majeur : bien que l'Afrique concentre environ 18 % de la population mondiale et 25 % de la charge globale de morbidité, sa diversité génétique - la plus élevée au monde - reste largement sous-étudiée. Cette sous-représentation a conduit à des traitements parfois inefficaces, voire dangereux, pour certaines populations africaines, comme l'a illustré l'usage

de l'éfavirenz dans la prise en charge du VIH. De même, des maladies touchant principalement les Africains, telles que la drépanocytose, demeurent insuffisamment étudiées.

Face à la croissance démographique rapide, à l'urbanisation accélérée et à la montée des maladies non transmissibles, l'AMA se veut plus qu'un simple organe de réglementation. Elle aspire à intégrer la diversité génomique africaine à toutes les étapes de la découverte et du développement des médicaments, en exigeant des données pharmacogénomiques africaines, l'utilisation de modèles précliniques adaptés et la prise en compte des spécificités

génétiques dans les essais cliniques.

L'agence entend également stimuler la recherche clinique en Afrique, où moins de 3 % des essais mondiaux sont actuellement menés, en harmonisant les cadres réglementaires, en facilitant les partenariats scientifiques et en renforçant les infrastructures, les compétences et l'éthique de la recherche. La création de bases de données continentales, de biobanques et de réseaux d'essais cliniques figure parmi ses priorités.

En harmonisant les normes et en coordonnant les efforts à l'échelle du continent, l'AMA pourrait améliorer la sécurité, l'efficacité et la pertinence des médicaments pour les populations africaines, tout en contribuant à redéfinir les standards mondiaux du développement pharmaceutique. Elle représente ainsi un test crucial pour la capacité de l'Afrique à reprendre la main sur les sciences qui façonneront la santé de sa population croissante.

DATES		RÉSULTATS			
VENDREDI 19 - 12 - 2025					
GROS LOTS DU TIRAGE N°129 DE LOTO KING DU 19 DECEMBRE 2025		GROS LOTS DU TIRAGE LOTTO DIAMANT N°1296 DU 22 DECEMBRE 2025		GROS LOTS DU TIRAGE N°461 DE LOTO MATINAL DU 19 DECEMBRE 2025	
@ LOMÉ # Point de vente 70350 * Un (01) gros lot de 1.500.000 FCFA # Point de vente 90053 * Un (01) gros lot de 1.250.000 FCFA		@ ATAKPAMÉ # Point de vente 20339 * Un (01) gros lot de 1.014.500 FCFA @ KARA # Point de vente 10761 * Deux (02) super gros lots d'une valeur totale de 5.590.000 FCFA		@ KPALIMÉ # Point de vente 40081 * Un (01) gros lot de 1.062.500 FCFA	
				GROS LOTS DU TIRAGE N°443 DE LOTO Sam DU 20 DÉCEMBRE 2025	
				@ LOMÉ # Point de vente 90030 * Deux (02) gros lots d'une valeur totale de 3.100.00 FCFA	



TOUS LES
MERCREDIS **18H**

LOTO PRESTIGE



Loto
Prestige



NUMÉRO VERT 8600

f LonatoLoto590

www.lonato.tg